

En tant que président du G8, le Canada dirige l'élaboration du Plan d'action du G8 pour l'Afrique [voir page 7], qui trouve ses origines dans la réunion tenue l'an dernier à Gênes, en Italie. À l'initiative du premier ministre Chrétien, les dirigeants du G8 réunis à Gênes ont décidé d'élaborer un « Plan d'action concret » à l'appui de la Nouvelle Initiative africaine, appelée aujourd'hui le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA). Le Plan d'action du G8 visera à assurer la coopération avec les gouvernements africains qui se sont engagés à appliquer les principes du NPDA, c'est-à-dire ceux qui sont déterminés à travailler avec leurs citoyens et en leur nom pour construire une paix et une sécurité durables, renforcer la gouvernance démocratique, régler les crises dans le domaine de la santé et de l'éducation, ainsi que libéraliser le commerce et l'investissement.

« C'est une vision fondée sur la liberté et la démocratie, et sur le principe selon lequel la réalisation de progrès en Afrique repose, d'abord et avant tout, sur les Africains », a déclaré M. Chrétien en décrivant le Plan d'action aux délégués au Forum.

Si l'Afrique occupera le devant de la scène au G8, elle ne sera pas pour autant le seul thème de discussion.

Tandis que le Canada, l'Europe et les États-Unis sortent prudemment de l'une des récessions économiques les moins sévères de l'après-guerre et que le Japon est toujours aux prises avec le plus grave ralentissement qu'il ait jamais connu, les dirigeants se concentreront aussi sur le renforcement de la croissance économique dans leur propre pays et dans le monde en général. Les pays du G8 sont le moteur de la croissance mondiale, représentant en effet près de la

moitié (48 p. 100) de la production économique mondiale. Néanmoins, les dirigeants se pencheront sur la question de savoir comment faire en sorte que l'autre moitié du monde soit viable, et qu'aucune région ne soit exclue.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales, qui se rencontreront à Halifax, en Nouvelle-Écosse, les 14 et 15 juillet, auront beaucoup à contribuer à cet effort. À l'instar de leurs homologues de la Justice et de l'Intérieur, de l'Énergie, du Travail, de l'Environnement et des Affaires étrangères, les ministres des Finances se réunissent avant les sommets du G8 dans le cadre d'un processus d'élaboration des politiques de large portée afin de soutenir les travaux de leurs dirigeants. Outre ces importantes réunions, des consultations sont tenues par l'entremise d'organes tels que le Fonds monétaire international et les Nations Unies.

Fait qui n'a rien d'étonnant, le terrorisme figurera aussi à l'ordre du jour du Sommet de Kananaskis. Depuis la fin des années 1970, les réunions du G7 et du G8 ont permis la réalisation de nets progrès dans la lutte contre le terrorisme, servant de catalyste à la négociation de non moins de 12 conventions antiterroristes des Nations Unies. Après les attentats du 11 septembre, les dirigeants du G8 ont demandé à leurs ministres de dresser une liste des mesures précises à prendre, y compris les mécanismes à mettre en place pour enrayer le financement des terroristes, améliorer la sécurité aérienne, contrôler plus rigoureusement les exportations d'armes et renforcer la coopération en matière de sécurité. Bon nombre de ces mesures seront examinées à Kananaskis. 🍁

Photo : Canadian Press CP



Les dirigeants du G8 au Sommet du G8 2001 à Gênes, en Italie, où les dirigeants africains ont proposé pour la première fois la Nouvelle Initiative africaine (devenue depuis le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique). À titre de président du sommet de cette année, le Canada dirige l'élaboration du Plan d'action du G8 pour l'Afrique.

De gauche à droite : Junichiro Koizumi (Japon), Tony Blair (Royaume-Uni), George W. Bush (États-Unis), Jacques Chirac (France), Silvio Berlusconi (Italie), Vladimir Putin (Russie), premier ministre Jean Chrétien, Gerhard Schröder (Allemagne), Guy Verhofstadt (Belgique), Romano Prodi (Commission européenne).